



Ouest **Rhodanien**
Communauté d'agglomération



DOSSIER DE DEMANDE

d'une aide à l'investissement immobilier des entreprises sur le territoire de la
Communauté d'agglomération de l'Ouest Rhodanien (COR)

Les demandes de subventions au titre de l'aide à l'investissement immobilier des entreprises sont à déposer auprès de la Communauté de l'Ouest Rhodanien, Service Accueil, Développement et Immobilier d'entreprises, 3 Rue de la Venne, 69170 TARARE.

Les dossiers peuvent être présentés à n'importe quelle période de l'année, mais impérativement avant le démarrage de l'opération : si nécessaire, l'entreprise a la possibilité de déposer une lettre d'intention et/ou une demande de commencement anticipé de l'opération.

La COR confirmera la réception du dossier complet à l'entreprise. Cet accusé réception ne vaut pas attribution de subvention mais permet à l'entreprise de démarrer l'opération et d'engager des dépenses.

Après instruction du dossier, la décision d'octroi de l'aide sera soumise à l'approbation du Bureau Communautaire de la Communauté de l'Ouest Rhodanien. Après avis favorable, il sera établi une convention d'attribution de subvention, entre la COR et l'entreprise, et éventuellement la SCI ou le crédit bailleur.

Le versement de la subvention interviendra en deux versements : un acompte de 20% lorsque l'opération justifiera d'un degré d'exécution d'au moins 25%, le solde après exécution totale de l'opération.

CONTACT :

Service du Développement Economique

3 Rue de la Venne, 69170 TARARE • 04 74 05 06 60

• Guillaume CORTEY • 04 74 05 51 19 • guillaume.cortey@c-or.fr

• Valérie MAKOWKA • 04 74 05 06 60 • valerie.makowka@c-or.fr

• Informations et documents téléchargeables sur le site de la COR : <http://www.ouestrhodanien.fr/les-aides.html>

Le dossier de demande de subvention devra être accompagné d'un courrier daté et signé sollicitant l'aide à l'investissement immobilier et comporter les éléments suivants :

I. CARTE D'IDENTITE DE L'ENTREPRISE

Raison sociale :

Adresse du siège social :

.....

Adresse de l'établissement concerné (si différente) :

.....

Tel / mail :

Responsable(s) dirigeant(s) :

Forme juridique :

Code NAF :

Activités principales :

.....

Autres activités :

.....

Date de création :

N° SIRET :

Capital social :

Effectif de l'entreprise :

Chiffres d'affaires N-1 :

Nom des entreprises liées et/ou partenaires :

Autres implantations :

.....

II. PRESENTATION DE L'ENTREPRISE

Présentation de l'entreprise :

Historique :

Activité :

Savoir-faire :

Clientèle :

Concurrence :

Perspectives d'évolution :

III. MOYENS HUMAINS

Situation des effectifs en contrats à durée indéterminée en équivalent temps plein(1), sur le territoire de la COR :

	Administratif	Commercial	Production	TOTAL
Employé/Ouvrier				
Agent de maîtrise/cadre intermédiaire				
Cadre				
Cadre de direction				
TOTAL CDI				
Autre type de contrat (CDD, interim, apprenti...)				

(1) Par exemple une personne travaillant à mi-temps correspond à 0,50 ETP, une personne travaillant à 80% correspond à 0,80 ETP...)

Si concerné, liste et caractéristiques des emplois envisagés en lien avec le projet immobilier dans les 3 prochaines années :

IV. DONNEES FINANCIERES

Données des comptes de résultat des 3 derniers exercices + prévisionnel année en cours :

	ANNEE N-3	ANNEE N-2	ANNEE N-1	PREVISIONNEL N
Chiffre d'affaires				
Résultat d'exploitation				
Résultat financier				
Résultat exceptionnel				
Résultat net				
Effectif (en ETP)				

V. PRESENTATION DU PROJET IMMOBILIER

Explication sur les investissements à réaliser par l'entreprise (intérêt, nature, description et échéancier de réalisation) :

Si concerné, présentation des actions permettant l'obtention du bonus développement durable :

Bonus de performance énergétique : démarche visant à obtenir un label auprès d'un organisme certificateur

Bonus EnR Photovoltaïque : détailler l'installation prévue (localisation, puissance en kwc, surface...)

Bonus EnR Thermique : détailler l'installation de production de chauffage et/ou d'eau chaude sanitaire (énergie renouvelable utilisée, localisation, puissance, surface...)

Bonus construction bois local :

Utilisation : Charpente structure bardage

Surface couverte en m² et % :

Essence utilisée et provenance :

VI. COUT ET PLAN DE FINANCEMENT

Coût du projet détaillé par lots et fournisseurs :

Lots des travaux ou de l'acquisition	Fournisseur ou Prestataire	Coût HT	Date de réalisation
TOTAL			

Financement du projet détaillé par apport : emprunt, crédit-bail, autofinancement, subventions...

	Montant HT	Partenaire
Emprunt bancaire		
Crédit bail		
Autofinancement		
Subvention publique		
Autres		
TOTAL		

- Kbis de moins de 3 mois
- Statuts (avec la constitution du capital)
- Bilans et comptes de résultat des 3 derniers exercices
- Prévisionnel financier sur les 3 prochaines années
- Si acquisition : plan de situation + promesse de vente ou acte notarié + attestation du vendeur qu'il n'a pas bénéficié d'aides publiques au cours des 5 années précédentes
- Si travaux : plan de situation, plan de masse, descriptifs et estimatifs détaillés des travaux, notice descriptive des aménagements ou dispositifs environnementaux
- Si Bonus Performance Energétique : devis de l'organisme certificateur
- Si Bonus EnR photovoltaïque : descriptif technique et devis de l'installateur
- Si Bonus EnR Thermique : descriptif technique et devis de l'installateur
- Si Bonus Construction bois local : devis (la facture du scieur précisant la provenance et l'essence utilisée sera demandée pour le paiement)
- L'attestation bancaire portant sur les financements prévus
- Pour les projets portés par une SCI : Kbis, statuts, répartition du capital social et projet de contrat de location
- Pour les entreprises appartenant à un groupe : organigramme précisant les niveaux de participation, les chiffres d'affaires et les bilans des entreprises du groupe.
- Attestation sur l'honneur du dirigeant précisant les aides publiques perçues au cours des 3 derniers exercices (modèle ci-après)
- Déclaration sur l'honneur du dirigeant certifiant être en règle au niveau fiscal et social et confirmant les engagements de l'entreprise (modèle ci-après)
- RIB de l'entreprise et de la SCI
- Journal des effectifs à la date de la demande précisant la date d'embauche et le type de contrat (CDI, CDD, intérim, apprenti, TNS...)

DECLARATION SUR L'HONNEUR : ENGAGEMENTS DE L'ENTREPRISE

Je soussigné(e), _____

Agissant en qualité de dirigeant(e) de l'entreprise _____

Située _____

DECLARE SUR L'HONNEUR

- Avoir pris connaissance du règlement d'aide à l'investissement immobilier de la COR
- Etre à jour de mes obligations sociales et fiscales
- Employer _____emploi(s) **en contrat à durée indéterminée** en équivalent temps plein **dans le tènement immobilier faisant l'objet de la demande d'aide**
- Employer _____emploi(s) **en contrat à durée indéterminée** en équivalent temps plein **dans les autres unités de l'entreprise sur le territoire de la COR**

ET M'ENGAGE

- A maintenir pendant une période d'au moins 5 ans les emplois sur le territoire de la COR et l'activité de l'entreprise dans les bâtiments pour lesquels l'entreprise bénéficie de l'aide à compter de la date d'achèvement de l'opération,
- En cas de bonus emploi, à créer, dans les 3 ans suivant la fin de l'opération _____emploi(s) **en contrat à durée indéterminée en équivalent temps plein sur le territoire de la COR**, portant de _____ à _____ l'effectif de l'entreprise sur ce territoire, et à les maintenir pendant au moins 3 ans.

Fait à _____, le _____

(cachet de l'entreprise et signature du dirigeant)

ATTESTATION SUR L'HONNEUR DES AIDES PUBLIQUES RECUES OU SOLLICITEES

Je soussigné(e), _____

Agissant en qualité de dirigeant(e) de l'entreprise _____

Située _____

ATTESTE SUR L'HONNEUR

Avoir reçu ou sollicité les aides suivantes pour le financement de mon projet pendant l'exercice fiscal en cours et les deux exercices fiscaux précédents :

Date de demande ou d'obtention	Nature de l'aide	Montant (précisez HT ou TTC)	Objet de l'aide

Mentionner le montant des aides de minimis attribuées ou sollicitées dans les conditions prévues par le règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis, et par le règlement (CE) n°14074/213 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) aux aides de minimis.

Ne pas avoir reçu ou sollicité d'aides pour le financement de mon projet pendant l'exercice fiscal en cours et les deux exercices fiscaux précédents

Par ailleurs, j'atteste que mon entreprise ne fait pas l'objet d'une injonction de récupération non exécutée d'une aide déclarée illégale par la Commission européenne.

Fait à _____, le _____

(cachet de l'entreprise et signature du dirigeant)